

Fort de France, le 29 avril 2024

Déclaration liminaire au CSAL du 29 avril 2024

M. Le président,

Nous commencerons cette liminaire par la question des salaires. La revalorisation de 10 points d'ACF technicité soit 550 euros bruts annuels pérennes obtenu par les Organisations Syndicales le 15 mars dernier, reste insuffisante au regard de la perte de pouvoir d'achat conséquente subie par les fonctionnaires (20 % de perte depuis 20 ans). De plus, les perspectives de l'introduction du mérite et de la performance dans la rémunération annoncée dans la future loi Fonction Publique, viennent accroître notre inquiétude.

Nous devons également évoquer un autre sujet d'actualité qui est la lutte contre la fraude fiscale. Nos dirigeants se réjouissent des 15,2 Milliards de mise en recouvrement, mais oublient un peu vite les 21 Milliards de 2015 et les 16 de 2018. Le seul plan fraude de mai 2023 n'a pas été l'élixir miracle. Pour Solidaires Finances Publiques, la question de la lutte contre la fraude fiscale et du poids qu'elle représente sur nos finances publiques mérite mieux qu'un état d'agitation perpétuel. Pour l'heure, les résultats du contrôle fiscal reposent principalement sur la qualité des travaux de programmation d'initiative et d'analyse des agents et agentes de la DGFiP. La lutte contre la fraude fiscale avec des enjeux entre 80 et 100 milliards d'euros devrait poser la question de créations d'emplois dans ces services, or ce sont seulement des redéploiements proposés au détriment des SIE et SIP.

Parlons justement des recrutements externes 2023 et perspectives 2024. Par note du 22 février 2024, la DGFiP a lancé sa première vague de recrutement par voie de contractualisation pour 2024. Il s'agit essentiellement de procéder à des recrutements sur des compétences que les agents des finances publiques n'auraient pas et surtout sur des emplois restés vacants, car non sollicités lors des mouvements de mutation par les agents de la DGFiP. Ainsi, ce ne sont pas moins de 141 autorisations de recrutement que la DG a validé décomposées en 6A, 53B et 82C au titre des besoins spécifiques.

Solidaires s'interroge et se demande pourquoi déjà songer à recruter des contractuels, alors même que les mouvements de mutation 2024 ne paraîtront que dans quelques jours. Il est évident qu'une partie au moins de ces contractuels va bloquer l'arrivée de titulaires dans certaines de ces directions...

Solidaires Finances Publiques dénonce avec force cette politique de recrutement d'agents contractuels sur des motifs pour le moins contestables. Il s'agit là d'une volonté politique et délibérée de porter atteinte au statut de fonctionnaire, de recruter de l'emploi précaire afin de faire toujours des économies sur le dos des agents et du service public.

Solidaires Finances Publiques plaide pour l'appel systématique des reçus aux concours, une revalorisation immédiate des rémunérations et une amélioration nette des conditions de travail.

C'est à ce prix que la DGFiP recrutera et gardera des agents techniciens pour un service public de qualité!

Pour Solidaires Finances Publiques, la lutte contre la contractualisation doit être un combat commun des fonctionnaires et des contractuel·les. Pour résorber la précarité, l'objectif doit être, pour ces derniers, l'intégration dans un corps des fonctionnaires.

Venons-en à notre ordre du jour en local :

Vous présentez une analyse du TVBS et comme chaque année Solidaires Finances Publiques 972 réitère ses exigences: qu'une VRAIE réflexion soit menée pour que les outils mis à disposition, DUERP, registre hygiène et sécurité, tableau de veille social soient utilisés de façon correcte et non sous estimée et mal traitée.

L'absence de propositions est à la hauteur de l'intérêt que vous portez à l'amélioration des conditions de vie au travail des agents.

Solidaires constate que le nombre d'incidents avec les usagers est en forte augmentation et vient illustrer la problématique de l'accueil. Les moyens humains sont insuffisants pour répondre aux promesses de SERVICE PUBLIC. Les agents ne peuvent pas être sur tous le front pour répondre aux desiderata d'une hiérarchie en quête de primes.

En outre, le bilan de la campagne d'entretiens professionnels montre une nouvelle fois la résignation de nos collègues. Ne vous leurrez pas Monsieur le Président, il n'y avait pas seulement 2 mécontents sur la dernière campagne, mais plutôt 2 courageux qui ont voulu aller jusqu'au bout du processus d'appel en CAP nationale. Solidaires prend par contre les paris que si la rémunération au mérite fait son apparition dans notre environnement, ces chiffres vont bouger lors des prochaines années.

Au-delà, Solidaires Finances Publiques convoqué ce jour en CSAL ne peut que dénoncer l'absence de présentation en CSAL de la note départementale sur la campagne IR concernant l'organisation envisagée par la Direction notamment au plan de la gestion de l'accueil. Or, la campagne IR a débuté depuis plus de 15 jours.

Nous avons le sentiment que la Direction régionale a perdu tout contact avec la réalité du terrain et ne se rend pas compte (ou ne veut pas se rendre compte) que la purge qu'a subi notre administration ces dernières années en matière d'emplois a aujourd'hui des conséquences dramatiques sur le fonctionnement des services, et que les agents en poste sont dans l'incapacité de faire face aux charges de travail actuelles. Il est indispensable d'adapter la note nationale à la réalité locale.

Par ailleurs le ministre des comptes publics était en visite en Martinique, Solidaires déplore que la direction n'est pas programmé une rencontre avec les représentants du personnel.